

Les Investisseurs **Suisses** dans le Système **ICE**

Rapport
Mai 2026



BREAKFREE
Suisse

En Résumé

Ce Rapport s'appuie sur des données publiques, sur des sources officielles, des rapports d'organisations spécialisées dans le suivi des atteintes aux droits humains, et sur le fruit de plusieurs enquêtes journalistiques menées par des médias de référence.

ICE adossée à 5 firmes états-uniennes cotées en bourse

Palantir, GEO Group, CoreCivic, AT&T et CACI International

ICE s'appuie sur des prestataires d'importance cardinale dont Palantir, AT&T, GEO Group, CoreCivic et CACI International, ayant signé entre 70 et 700 millions USD de contrats avec l'agence depuis début 2025.

p. 5, 6 et 7

10 investisseurs suisses de premier plan

UBS, la BNS, la Banque Cantonale de Zurich, Pictet, Swiss Re,...

Une variété d'investisseurs suisses incluant UBS, la BNS, la Banque Cantonale de Zurich, Zurich Insurance, Swiss Life, Pictet, Lombard Odier, Julius Baer, Union Bancaire Privée et la Banque Cantonale Vaudoise possèdent des parts dans tout ou partie de ces firmes.

p. 9 et 10

UBS détient 5,83 milliards, la BNS 1,61 M USD cumulés dans tout ou partie de ces firmes

ZKB et Pictet totalisent pour leur part des centaines de millions

UBS détient environ 5,83 milliards dans Palantir, AT&T, GEO Group, CoreCivic et CACI International. La BNS totalise un investissement d'1,61 milliard dans le même groupe d'entreprises (à l'exception de CoreCivic dont elle a désinvesti au premier trimestre 2025).

p. 9 et 10

Preuves de l'étendue des violations alimentées par les prestataires

Au delà les meurtres de Minneapolis

L'analyse récente basée sur des données ICE internes corrobore les nombreux témoignages attestant de la violation des droits humains de très nombreuses personnes détenue-s femmes, hommes, avec ou sans enfants. Le système de surveillance, d'investigation et d'arrestation s'avère, lui-aussi, gravement liberticide.

p. 8

UBS: 3^{ème} actionnaire de GEO Group, opérateur de centres de détention ICE

UBS AG détient environ 7% du 2^{ème} plus important prestataire de ICE

La multinationale de détention privée a conclu plus de 700 millions USD en valeur de contrats avec l'agence depuis 2025. Au dernier décompte, UBS AG a déclaré détenir 9 387 296 parts de GEO Group ; en augmentation de +178.32% sur la période comprise entre fin décembre 2025 et fin mars 2026.

p. 9 et 10

Human Rights Washing

La crédibilité de la place financière suisse une nouvelle fois engagée

Les investisseurs concernés violent leurs propres engagements en matière de respect des droits humains. L'argument de l'acquisition et de la gestion des parts sociales pour le compte de leur clientèle, qu'il mobilisent, confirme de graves défauts de management et d'évaluation des risques, semblables à ceux ayant pavé la déroute de Credit Suisse.

p. 11, 12 et 13

Les Investisseurs Suisses dans le Système ICE

Table des Matières

En Résumé	02
Partenariats Public-Privé	04
Une chaîne de soutien de la surveillance et de la déportation	05
Prestataires clefs	06
Objectifs	07
Investisseurs suisses	08
Tableau d'investissement	10
Analyses et Conclusion	11-13



Les photographies illustrant ce rapport sont tirées de bases en accès libre alimentées par les services de communication de l'administration fédérale états-unienne ([Flickr](#), [ICE Gov](#))

Partenariats Publics/Privés

Depuis presque un an et demi, le retour au pouvoir de Donald Trump a enclenché un basculement politique majeur aux États-Unis et dans le reste du monde. Il prend la forme d'une « mise en chaos » autoritaire conjuguant, à très grande échelle, l'action d'acteurs publics et privés, locaux, nationaux et transnationaux.

**Le budget 2025 de ICE
était de 28,7 milliards
USD ce qui en fait
l'agence fédérale états-
unienne la mieux dotée**

Parvenant à prendre de vitesse et à sidérer les principaux contre-pouvoirs démocratiques, allouant des crédits gigantesques au déploiement de l'appareil sécuritaire, et déchainant les forces de l'agence Immigration and Customs Enforcement (ICE) dotée d'équipements militarisés, le gouvernement fédéral états-unien déploie une politique ambitionnant la plus grande déportation de migrant-e-s de l'histoire des États-Unis, combinée à la neutralisation de celles et ceux que le président situe comme des « ennemis de l'intérieur ».

ICE exécute sa mission en articulation avec un groupe d'entreprises présentées comme « alliées et atouts ». Elles contribuent à ses objectifs tout en engrangeant au fil des contrats publics des sommes considérables. Ces contrats ressemblent à s'y méprendre à des retours d'ascenseurs pour des entreprises et des individus ayant fortement financé la campagne 2024 puis l'inauguration de Donald Trump et de certains de ses principaux lieutenants (voir pages 6 et 7).

Comme l'indique le [Rapport mondial annuel 2026 de Human Rights Watch](#) :

« Le recours par [l'administration Trump] à des boucs émissaires parmi les minorités raciales et ethniques, le déploiement des forces de la Garde nationale sous des prétextes fallacieux, les actes de représailles répétés contre des ennemis politiques perçus comme tels et d'anciens responsables désormais critiques à son égard, ainsi que les tentatives d'accroître les pouvoirs coercitifs de l'exécutif et de neutraliser les contre-pouvoirs démocratiques, témoignent d'une dérive autoritaire marquée des États-Unis.

Certains États et localités ont pris des mesures positives pour résister aux abus et soutenir les droits humains, mais ces efforts ont été insignifiants par rapport à l'offensive menée par le gouvernement fédéral contre les droits.

« Depuis son entrée en fonctions en janvier, la nouvelle administration Trump a imposé de vastes politiques anti-immigrés. Elle a recouru au profilage racial dans l'application des lois sur l'immigration, limité les demandes d'asile motivées par des violences conjugales et cherché à empêcher les nouveaux demandeurs de déposer un dossier, au mépris du droit américain et du droit international.

L'administration a arrêté et expulsé sommairement un nombre croissant de personnes migrantes ou immigrées, principalement de couleur de peau noire ou brune, violant ainsi leurs droits à une procédure régulière et suscitant un climat de peur.

Les tribunaux ont mis fin à des abus particulièrement flagrants, comme la tentative d'expulser des enfants non accompagnés vers le Guatemala. Dans de nombreuses régions, les forces de l'ordre locales ont renforcé leur coopération avec les agences fédérales chargées de l'application des lois sur l'immigration, parfois avec des conséquences désastreuses.

Certaines mesures d'application de la législation sur l'immigration ont été accompagnées du déploiement de la Garde nationale et ont suscité des protestations généralisées. À Los Angeles et à Chicago, les interventions des forces de l'ordre ont violé les droits à la liberté d'expression et de réunion et ont donné lieu à un usage excessif et, dans de nombreux cas, totalement injustifié de la force.»

Une chaîne de soutien de la surveillance & de la déportation

Immigration and Customs Enforcement (ICE)

La chaîne de soutien de la répression et de la déportation aux États-Unis comprend les activités de **surveillance, identification et arrestation** lors d'opérations menées par des escouades équipées de systèmes de communication AT&T ou CACI International et d'applications de traque numérique Palantir, secondés par des chasseurs de prime reliés à BI Incorporated, jusqu'aux **déportations** via des vols charters mis en oeuvre par CSI Aviation ou GlobalX, en passant par la **détention** dans un centre géré par GEO Group ou CoreCivic.



Les principaux contrats de prestation (en montant USD) conclus, par le Department of Homeland Security (DHS) pour le compte de ICE depuis l'entrée en fonction de Donald Trump, avec des entreprises cotées en bourse impliquent

- Palantir
- AT&T *
- GEO Group
- CoreCivic
- CACI International

* Seule exception, le contrat principal liant AT&T à ICE date de 2021 ([USA Spending, 26](#)). Il est prévu qu'il soit renégocié en 2026 et puisse être augmenté de 74,44 millions en perdurant jusqu'en 2032. AT&T a également signé en septembre 2024 un contrat additionnel de 146 millions USD avec le DHS ([AT&T, sept. 24](#)).

Palantir

Fondée par le libertarien technoféodaliste Peter Thiel et par l'ancien progressiste devenu "fier soutien" des opérations militaires israéliennes dans la bande de Gaza Alex Karp, Palantir a obtenu en septembre 2022 un contrat fédéral de 139 millions USD sur un peu moins de quatre ans pour soutenir les recherches des forces de ICE et un total de 81,1 millions en 2025 ([USA Spending, 26 / FT, jan. 26](#) / [CNSBC, mars 24](#)). Sa direction poursuit un objectif ouvertement idéologique, considérant qu'elle doit contribuer à la domination globale de "l'Ouest" ([WP, jan. 26](#)).

La firme collabore avec le DHS depuis le début des années 2010, ayant développé l'application FALCON Search and Analysis: outil pour "stocker, rechercher, analyser et visualiser des volumes d'informations existantes afin de soutenir la mission de ICE" (DHS, Privacy Impact Assessment, 2016 cité par [Empower LLC, oct. 18](#)).

Palantir a plus récemment mis en place, la base de données Immigration OS (pour Immigration Lifecycle Operating System) ([NYT, jan. 26](#)). Fruit d'un contrat public attribué sans mise en concurrence ([WP, déc. 25](#)), Immigration OS puise dans les réseaux sociaux, les traces fournies par des applications commerciales mais aussi les données de plusieurs administrations et programmes gouvernementaux. C'est le cas de Medicaid et du U.S. Internal Revenue Service (IRS). Elles peuvent ainsi servir à localiser en temps réel les migrant·e·s ou les opposant·e·s à contraindre ([EFF, jan. 26](#) / [TAP, août 25](#)). Sur cette base, Palantir a mis au point l'application ELITE, un outil cartographique utilisant l'Intelligence Artificielle. Il permet aux forces de ICE de visualiser des "cibles potentielles" et de choisir les quartiers les plus propices pour les arrestations ([404 media, jan. 26](#) & [The Chosun, jan. 26](#)).

Selon Matthew Elliston, sous-directeur du ICE Law Enforcement Systems & Analysis: 1. Palantir décuple les capacités des agents en ayant fait passer leur taux d'acquisition de cibles à près de 80%.

2. La firme fournit aux agents une liste de 20 millions de personnes cibles ([404 media, mai 26](#)).

Peter Thiel est un allié déclaré et de longue date de Donald Trump. Il est tout particulièrement proche de son vice-président JD Vance, ancien employé de sa firme Mithril Capital, et dont il a soutenu la campagne aux élections sénatoriale de 2022 à hauteur de 15 millions USD ([The Conversation, juil. 25](#)). Palantir a récemment décidé de poursuivre en justice le média suisse Die Republik pour un article signé avec le collectif d'investigation WAV abordant le contenu de l'évaluation de ses services et produits par l'armée suisse. Cette dernière estimait le lien de Palantir avec le Pentagone beaucoup trop déterminant pour qu'il soit suffisamment sûr de contracter avec elle ([Die Republik, fév. 26](#)).

GEO Group

Multinationale dont le siège est situé à Boca Raton dans le comté de Palm Beach en Floride. Elle est l'une des plus grandes entreprises de gestion de complexes carcéraux privés au monde. L'entreprise construit et gère principalement des établissements pénitenciers, des centres de détention pour migrant·e·s et des services de surveillance et d'investigation électroniques. En 2025, GEO Group s'est vu attribuer 800 millions en contrats par le DHS pour le compte de ICE pour un revenu total de 2,6 milliards ([FT, jan.](#) & [GEO Group, fév. 26](#)). La holding gère 19 centres de détention ICE et entend participer à l'extension des capacités via la reconversion d'entrepôts industriels en lieux de détention, prévue par le DHS ([Time, fév. 26](#) & [WP, fév. 26](#)).

GEO Group fait actuellement l'objet de sept poursuites en justice devant les cours fédérales de cinq états pour son programme de travail en détention rétribuant les détenu·e·s \$1 par jour ; dont les plaignant·e·s estiment qu'il s'agit de travail forcé dès lors que c'est la seule façon de pouvoir s'acheter des produits de base dans ses centres et que ne pas y participer "peut entraîner des représailles" ([PC, mai 26](#)).

La holding de Boca Raton a dépensé en 2025 près d'1,4 million en lobbying à Washington en vue d'influencer les décideurs au sujet de la chaîne pénale, et a alimenté en 2024 à hauteur d'1 million un super PAC de financement de campagne électorale Pro-Trump ([OS, jan. 26](#) & [OS, 26](#)). Elle fait partie des principales entreprises alimentant le Super PAC constitué par Donald Trump en amont des Mid-Terms de novembre ([Bloomberg, avril 26](#)).

GEO Group opère à différents niveaux de la chaîne de soutien. Sa filiale BI Incorporated a tout récemment obtenu un contrat de 121 millions USD sur 2 ans pour aider ICE à localiser les migrant·e·s ciblé·e·s par le biais de chasseurs de prime privés ainsi que "toutes les technologies disponibles" ([GEO Group, déc. 25](#) / [TJ, déc. 25](#)).

GEO Group utilise Checkmate Government Relations, firme d'un proche de D. Trump Jr., Ches McDowell ([Notus, jan. 26](#)). La perméabilité avec le DHS est nette. Tom Homan ex-directeur de ICE, a été consultant pour la firme de Boca Raton ([TJ, juil. 25](#)). Elle a recruté en 2025 Christopher LaCivita ex-directeur de campagne de Trump. Enfin, le tout nouveau directeur de ICE, David Venturella a servi sous G. Bush et B. Obama avant de devenir un haut cadre de GEO Group durant 9 ans ([NPR, mai 26](#)).

Prestataires Clefs (1)

Prestataires Clefs (2)

CoreCivic

Autre géante de la détention privée, concurrente de GEO Group, CoreCivic est réputée tirer 1/3 de ses revenus de ses contrats avec ICE ([FT, juillet 25](#)). Le Department of Homeland Security (DHS) a attribué à l'entreprise basée au Tennessee, un total de contrats d'une valeur de près de 300 millions USD en 2025. La même année, CoreCivic a officiellement alloué près de 2 millions en lobbying auprès des autorités fédérales ([OS, janv. 26](#)). Elle a versé 500 000 USD pour l'inauguration de Donald Trump ([FEC form 13, juillet 25](#)).

La firme est, comme sa principale concurrente, accusée de faire dormir des détenu·es à même le sol, de ne pas leur accorder de soins médicaux suffisants et d'empêcher par moment et par endroit l'accès aux familles et avocat·es ([ABC7, jan. 26](#) / [NYT, fév. 26](#) / [FT, juil. 25](#) / [ACLU Louisiana, août, 24](#)). CoreCivic tire nettement profit de la culture de l'impunité qui entoure la "gestion des migrant·es" aux USA. Le Washington Post a révélé qu'elle a conclu en 2020 un protocole d'accord avec les services de police du comté de San Diego lui conférant l'autorité pour mener l'enquête au sujet de viols et d'abus sexuels dénoncés à Otay Mesa, le vaste complexe de détention pour immigrant·es que la firme administre ; sans pour autant qu'une investigation n'ait été menée ([WP, mars 26](#)).

AT&T

La multinationale de Dallas AT&T a obtenu en 2021 du Département de la Sécurité Intérieure un contrat de 90 millions USD, sur un peu moins de quatre ans, pour équiper ICE en systèmes informatiques et de communication, notamment pour des tâches d'analyse de données et de soutien. Si ce contrat, pouvant potentiellement prendre fin en septembre 2026, était prolongé, l'administration fédérale envisage qu'il puisse monter jusqu'à 165,2 millions USD ([USA Spending, 26](#)).

En mars puis en septembre 2024 la firme texane - qui prétend dans ses spots publicitaires "construire ce qui compte" - a signé un contrat de 146 millions sur dix ans avec le DHS pour l'équiper en systèmes de télécommunication d'urgence et d'appels prioritaires ([AT&T, sept. 24](#)). AT&T a officiellement dépensé 10,3 millions en lobbying durant l'année 2025 ([Open Secrets, 26](#)).

L'entreprise est sous pression. Le Department of Justice (DoJ) évalue actuellement la régularité sous l'angle de la loi anti-trust de son acquisition pour 23 milliards USD de licences auprès de sa concurrente EchoStar ([Semafor, mars 26](#)).

CACI International

Basée à Reston dans l'état de Virginie, la holding de sécurité militaire privée et de technologie de l'information CACI International cumule 70 millions de contrats avec ICE depuis début 2025. En septembre 2022, elle a signé un contrat de plus de 130 millions avec le DHS pour fournir à ICE des services de maintenance et de communication tactique ([CACI International, sept. 22](#)). Elle est également prestataire de la NSA et obtenu en avril 2026 un contrat de 287 millions pour moderniser le système de gestion des ressources humaines de l'US Army ([Fedscoop, jan 2023](#) / [CACI, avril 26](#)).

CACI - pour Centre d'Analyses Consolidées Inc. - a cependant de graves antécédents. À l'issue de 16 ans de procédure et vingt tentatives d'abandon des poursuites, le groupe a été condamné par un jury fédéral états-unien en octobre 2024 pour des actes de tortures répétés commis en Irak dans la prison d'Abu Grahیب aux côtés des forces d'invasion états-uniennes. Le jugement a été confirmé en appel en mars 2026 ([HRW, nov. 24](#) & [Center for Constitutional Rights, 26](#)).

Le Memorandum of Understanding qui lie l'IRS et ICE installant le partage d'informations au profit de l'agence de déportation a entraîné la démission de la commissionnaire par interim de l'IRS Melanie Krause, pourtant nommée par Donald Trump ([NYT, avril 25](#)). Cette dernière estimant trop grave cette atteinte aux droits des contribuables.



Le [Deportation Data Project](#) condense, situe et analyse les données gouvernementales obtenues en utilisant le FOIA (Freedom of Information Act)

Objectifs

de surveillance & déportation marqués par des abus systématiques

Objectifs quantitatifs démesurés, budget sans précédent, lien avec le pouvoir et volonté d'installer la peur conditionnent les contrats de prestation

Au sujet du processus décisionnel ayant fondé la politique migratoire: voir [Julia Ainsley, Undue Process, 26](#)

“Le déploiement par l'administration Trump des systèmes d'IA [Babel Street et Palantir] dans le contexte d'un programme de déportation massive et de répression des expressions anti-génocide [palestinien] a conduit à une série de violations des droits humains. Cela comprend une série de détentions illégales et de déportations massives, créant un climat de peur et exacerbant "l'effet paralysant" pour les communautés de migrant·e·s et les étudiant·e·s dans les écoles et les campus.” [Amnesty International Ringing the Alarm Bell jan. 26](#)

Le DHS poursuit l'objectif fixé par le président Trump de 1 million de personnes déporté·e·s par an. Totalisant en avril 60 311 personnes en détention ; avec comme ambition d'atteindre 100 000 lits ICE occupables en permanence. Malgré la réthorique officielle justifiant les pratiques abusives et selon des chiffres ICE : 70,8% de ces détenu·e·s n'ont aucun passé délictuel, et un grand nombre de celles et ceux qui en ont un, ont été condamné·e·s pour des délits mineurs tels que de petites infractions au code de la route ([CBS, jan. 26](#) & [TRAC Reports, 26](#)).

Une étude menée par des chercheurs de l'UCLA et de Berkley montre qu'en 2025 les arrestations de rue ont été multipliées par 11 par rapport à l'année précédente ([Deportation Data Project, Avr. 26](#)). Elles ont principalement visées les personnes racisées et en particulier la communauté des latinos par des agents masqués et sans mandat ([HRW, nov. 25](#) & [Le Temps, avril 2026](#)).

Les moyens massifs alloués à la politique de déportation font les affaires des géantes de la surveillance numérique, de la logistique et de la détention privée. Les dirigeants de GEO Group et de CoreCivic ont salué le moment “Trump II” comme étant “sans précédent” pour le développement de leurs firmes ([Notus, août 25](#)).

La détention des migrant·e·s appréhendé·e·s a pour but de les obliger à signer un contrat de départ et de “remplir les avions” ([FT, juil. 25](#)) ; ceci explique en partie les nombreux témoignages de déporté·e·s attestant des conditions de détention inhumaines qu'elles et ils ont vécu·e·s dans les centres GEO Group et CoreCivic ([FT, juil. 25](#) & [NYT, mars 26](#)).

Malgré les risques pour les plaignant·e·s, ICE a fait l'objet de multiples poursuites sur la base de l'habeas corpus pour détention illégale.

Un décompte de l'équipe de Reuters établit qu'entre octobre 2025 et février 2026 “dans au moins 4 421 cas, plus de 400 juges fédéraux ont estimé, [...] que l'agence de l'immigration et des douanes (ICE) détenait des personnes de manière illégale”. Dans de nombreux cas, ICE a même maintenu en détention des personnes déclarées en situation de détention illégale, en s'en prenant aux “juges activistes” ou “voyoux” ([Reuters, fév. 26](#)).

Autre violation des droits humains, lourde de profonds traumatismes, 12 000 enfants états-unien·e·s ont vu leurs parents être déportés durant les seuls 7 premiers mois de 2025 ([IG, mai 26](#)) tandis que des centaines d'enfants non-documentés ont été détenus dans des conditions violant leurs droits ([NYT, fév. 26](#) & [NYT mars 26](#) & [TMP, avril 26](#)).

Le Washington Post a tout récemment révélé 1460 [rapports internes transmis à l'agence](#) “détaillant [entre jan. 2024 et fév. 2026 la façon dont] les gardien·ne·s ont de plus en plus souvent eu recours à des agents chimiques et à des mesures de contrainte physique [dont des coups, des plaquages au sol et des étranglements] à l'encontre des détenu·e·s, notamment vis à vis de groupes réclamant de l'eau, de la nourriture et des soins médicaux en quantité suffisante” ([WP, mai 26](#)).

Le système de surveillance à grande échelle déployé pour traquer les migrant·e·s jugé·e·s illégaux (pouvant être des réfugié·e·s issu·e·s de zone de guerre protégé·e·s par plusieurs conventions internationales dont les USA sont signataires, et dont l'administration présidentielle a parfois abruptement révoqué le statut en focalisant ses efforts de protection sur les afrikaners considérés génocidé·e·s en Afrique du Sud - [NYT, Mai 26](#) & [PB, mars 26](#)), vise également les citoyen·ne·s états-unien·ne·s dont les données ont, en de nombreux cas, été ciblées et exploitées ([WSJ, avril 26](#) & [NPR, mars 26](#)).

Des Investisseurs Suisse de premier plan

**Les abus
commis par
ICE épaulée
par ses
principaux
prestataires
prennent
appui
sur des
structures
actionnariales
dont font
partie UBS, la
BNS,
la Banque
Cantonale de
Zurich (ZKB),
Swiss Life,
Zurich
Insurance, le
groupe Pictet,
Lombard
Odier,
les banques
Julius Baer,
UBP
et la BCV**

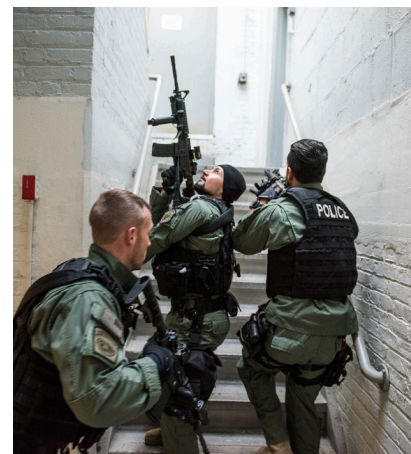
Le groupe UBS est un actionnaire majeur de **GEO Group** possédant 157,80 millions USD en actions de la firme, soit environ 7% du capital coté en bourse. UBS AG a augmenté sa participation au capital de **+178.32%** (en nombre de titres) entre fin décembre 2025 et fin mars 2026 (mai 26) ; devenant 3^{ème} investisseur institutionnel de GEO Group derrière les géants BlackRock et Pentwater Capital Management.

UBS (AG & AM Americas) a également placé 7,76 millions (mn) USD dans **Corecivic** (mai 26 & fév. 26). La BNS a investi 4,50 mn USD dans GEO Group (mai 26). La Banque Cantonale de Zurich (ZKB) et Pictet participent eux aussi, bien que de façon résiduelle, à l'actionariat des deux firmes de détention privée: cumulant 0,42 mn pour la ZKB (jan. 26) et 0,39 mn pour Pictet AM (avril 26).

UBS (AG et Asset Management) détient 3 milliards 520 mn dans **Palantir** (mai 26). La BNS: 980,66 mn (mai 26) soit une augmentation de 7,5% de ses parts depuis le 31/12/2025 ; ZKB: 135,81 mn (jan. 26) ; Swiss Life AM: 123,93 mn (fév. 26); Zurich Insurance: 102.72 mn (fév. 26); Lombard Odier: 18,23 mn (fév. 26); Pictet AM Sa: 153,69 (avril 26) soit une baisse notable de -14.98% de ses parts par rapport à décembre 2025 ; Julius Baer: 49,02 mn (mai 26) en augmentation de + 30,22% en nombre actions détenues; BCV: 6.86 mn (avril 26) soit +33,77% en actions ; Union Bancaire Privée (UBP) 31,44 mn en hausse de 10,15% en parts sociales (avril 26).

UBS totalise 2 milliards 069,42 mn (mai 26 & fév. 26) dans **AT&T** ; la BNS: 603,16 mn (mai 26) ; ZKB: 122,16 mn (jan. 26); Zurich Insurance: 3,13 mn (fév. 26) ; Swiss Life AM: 36,17 mn (fév. 26); Pictet 90,88 mn (jan. 26) ; Lombard Odier AM: 5,38 mn (fév. 26) ; Julius Baer : 17,55 mn (fév. 26); BCV, 8,33 mn (avril 26) ; UBP : 3,07 mn (avril 26).

Le groupe UBS détient un total 75,42 mn dans **CACI International** (fév. 26 & jan 26) ; la BNS 23,76 (mai 26) ; la ZKB 4,46 (jan. 26) ; Pictet AM 1,87 (avr. 26) ; Swiss Life AM 0,82 (fév. 26) ; la BCV 2,67 mn (avril 26) ; UBP 1,49 mn (avril 26)



Les données d'investissement étant basées sur les fiches 13F que doivent remplir les investisseurs institutionnels présents dans les firmes cotées aux USA pour le compte de la Securities & Exchanges Commission (SEC), par trimestre civil avec une marge de 45 jours , les dates d'actualisation varient ([Investor.gov](https://www.investor.gov))

Tableau d'investissement

Palantir

	Valeur (USD mn \$)
Banque Nationale Suisse	980,66
UBS AG & AM Americas	3.525,05
Lombard Odier AM	18,23
Zurich Insurance Group	102,72
Swiss Life AM	123,93
Pictet AM Sa	153,69
ZKB	135,81
Julius Baer	49,02
BCV	6,86
Union Bancaire Privée	31,44

GEO Group

	Valeur (USD mn \$)
Banque Nationale Suisse	4,63
UBS AG & AM Americas	157,82
Lombard Odier AM	0
Zurich Insurance Group	0
Swiss Life AM	0
Pictet	0,39
ZKB	0,42
Julius Baer	0
BCV	0
Union Bancaire Privée	0

CACI International

	Valeur (USD mn \$)
Banque Nationale Suisse	23,76
UBS AG & AM Americas	75,42
Lombard Odier AM	0
Zurich Insurance Group	0
Swiss Life AM	0,82
Pictet	1,68
ZKB	4,46
Julius Baer	0
BCV	2,67
Union Bancaire Privée	1,49

AT&T

	Valeur (USD mn \$)
Banque Nationale Suisse	603,16
UBS AG & AM Americas	2.069,42
Lombard Odier AM	5,38
Zurich Insurance Group	3,13
Swiss Life AM	36,17
Pictet AM Sa	90,88
ZKB	122,16
Julius Baer	17,55
BCV	8,33
Union Bancaire Privée	3,07

CoreCivic

	Valeur (USD mn \$)
Banque Nationale Suisse	soldé en 2025
UBS AG & AM Americas	7,76
Lombard Odier AM	0
Zurich Insurance Group	0
Swiss Life AM	0
Pictet	0,30
ZKB	0,48
Julius Baer	0
BCV	0
Union Bancaire Privée	0



Analyse: human-rights washing

Banque Nationale Suisse

Bien que la BNS reste opaque sur ses investissements, l'institution s'est donnée comme ligne directrice de ne pas investir dans des "entreprises qui violent massivement des droits humains fondamentaux, qui causent de manière systématique de graves dommages à l'environnement" ([BNS, 2026](#)). Elle est pourtant présente dans GEO Group, Palantir, AT&T et CACI International soit quatre des cinq entreprises prestataires majeures de ICE pour une valeur cumulée de 1 milliard 612 millions USD ; en refusant tout dialogue à ce sujet ([La Liberté, avril 26](#)). Enfin, sans explication ni cohérence vis à vis de ses autres choix, elle s'est séparée d'un volume d'actions valant alors 4,7 millions USD dans CoreCivic au premier trimestre 2025.

En 2024, Le point de contact national (PCN) suisse auprès de l'OCDE a instruit une plainte déposée par trois associations dont l'ONG BankTrack reprochant à UBS et la BNS l'irrespect de lignes directrices OCDE du fait de leurs investissements dans GEO Group et CoreCivic ; entreprises responsables de multiples atteintes aux droits humains ([SECO, août 24](#)).

UBS a refusé de participer à la médiation et au dialogue confidentiel qui lui était proposé, en considérant notamment qu' "il n'existe aucun lien direct entre ses services et les violations présumées des droits de l'homme, en particulier dans des contextes d'investissement passif" et en doutant de la "bonne foi" de celles et ceux qui les mettaient en cause ([SECO, oct. 25](#)).

UBS

Le groupe affirme être "engagé pour respecter les droits humains" dont "au minimum ceux de la déclaration internationale des droits de l'homme". UBS s'appuie sur une déclaration Droits Humains et présente le UN Human Global Compact comme un "engagement clé". La banque prétend appliquer "un cadre stratégique en matière de durabilité et de risques climatiques à toutes [ses] activités pertinentes et dans tous les secteurs. Cela [l']aide à identifier et à gérer les impacts négatifs potentiels sur le climat, la nature, l'environnement et les droits humains, ainsi que les risques associés qui affectent [ses] clients et [elle]-même". Sur cette base, la banque liste "certaines activités controversées" dans lesquelles elle ne s' "engag[e] pas" ou [s'engage] uniquement sous réserve de critères stricts" ([UBS, Human Rights Statement, 25](#)).

Le PCN a formulé 3 recommandations: (1) Inclure les investissements passifs dans l'évaluation globale des risques et examiner ses investissements passifs existants afin de vérifier leur compatibilité avec les Principes directeurs de l'OCDE ; (2) Renforcer son engagement auprès des fournisseurs d'indices et leur faire part de ses attentes en matière de droits humains (3) Plaider en faveur d'une clarification des obligations en matière d'éthique commerciale responsable concernant les investissements passifs, dans le cadre d'une approche multipartite. ([BankTrack, oct. 25](#))

Les 7% que détient UBS AG dans GEO Group combinés au total de 5,83 milliards qu'a investi, et/ou que gère la banque pour le compte de ses clients, dans les cinq prestataires majeurs signalés sont en contradiction flagrante avec la réponse de son président Colm Kelleher à la question posée par la syndicaliste de Minneapolis Janette Corcelius lors de l'assemblée générale 2026: "UBS s'engage à respecter et à promouvoir les droits humains dans toutes nos activités. C'est au cœur de nos valeurs". Le reste de sa réponse signale de façon très évasive que "beaucoup de nos investissements dans des entreprises autour du monde, nous les détenons pour le compte de nos clients, pas en tant qu'actionnaires nous-mêmes" ([RTS, avril 26](#)). Une telle déresponsabilisation dans un cas aussi grave accentue à n'en pas douter le schéma de risques réputationnels caractérisant UBS ([BreakFree Suisse, jan. 26](#)).

En ce qui concerne la BNS, le PCN a considéré que ses investissements n'étaient "pas utilisés à des fins commerciales, car l'objectif général de la BNS est d'intérêt public". Ils ne relèvent donc pas, d'après lui, du champ d'application des lignes directrices de l'OCDE ([SECO, août 24](#)). Ceci dit, la question de l'intérêt public est déterminante dans le cas de la BNS. Son mandat définit par l'article 99 de la constitution suisse dispose que la banque se doit de "mene[r] une politique monétaire servant les intérêts généraux du pays" (**Conclusion p. 13**).

Analyse: human-rights washing

Lombard Odier

La banque genevoise annonce intégrer dans ses choix “les risques liés au développement durable”. Leur prise en compte serait “essentielle au processus de prise de décision en matière d’investissement”, intégrant les atteintes aux droits humains, “dans la conception, la sélection, la promotion et la distribution de [ses] produits et services financiers”. Ses politiques prohibent les conseils et les investissements “dans les cas constituant des violations graves des principes du Pacte mondial des Nations Unies”. Elles sont appuyées sur “une carte thermique de matérialité ESG” ciblant les “risques en aval liés à l’impact négatif potentiel des produits et des services vendus” ([Lombard Odier, SFDR, 26](#)). Le groupe bancaire a pris en février 2024 des engagements devant le point de contact Suisse OCDE, dont le fait que “la collusion entre le secteur privé et le gouvernement visant à faciliter ou à restreindre les libertés fondamentales n’est jamais acceptable.” et que “La communauté des investisseurs ne devrait pas adopter une attitude passive lorsque des questions relatives aux violations des droits de l’Homme sont soulevées.” ([NCP of Switzerland, Final Statement, fév. 24](#)).

Swiss Life

Le groupe a signé le UN Global Compact. Via ses activités de gestionnaire d’actifs, il dit pratiquer une “Surveillance ESG continue : identification des actifs présentant une violation grave ou systématique des normes définies, impliqués dans des controverses graves ou affichant une performance ESG globale faible.”. Swiss Life AM entend de plus “restreindre les investissements dans les actifs associés à de graves violations des droits humains et “s’aligner sur les meilleures pratiques de l’industrie” ([Swiss Life, Declaration of Respect for Human Rights, 21](#)).

Pictet

Le groupe arbore une déclaration Droits Humains. Cette dernière indique que l’investisseur “aborde les thèmes liés à l’engagement en matière de droits de l’Homme lorsqu’ils sont importants et soutient les résolutions liées aux droits de l’homme lorsqu’elles sont pertinentes.” ([Pictet, jan. 2025](#)). Dans sa Politique d’Investissement Responsable, le groupe affirme prendre en compte “les impacts négatifs des investissements potentiels sur la société” et les “risques sociaux” liés par exemple aux atteintes aux droits humains ([Pictet, nov. 25](#)).

Zurich Insurance

Investisseur important, Zurich indique dans ses prises de positions droits humains que “Conformément à son objectif de “créer ensemble un avenir meilleur”, le groupe aspire à être l’une des entreprises les plus responsables et les plus influentes au monde.” Zurich indique: “respecter la protection des droits humains internationaux dans [sa] sphère d’influence et [s’efforcer] d’éviter toute complicité dans des violations des droits humains”, Dans un récent rapport, BreakFree a signalé son ‘exposition aux firmes dont les activités contribuent à de graves dommages environnementaux et violations des droits humains, dont le génocide perpétré à Gaza ([BreakFree Suisse, jan. 26](#)).

Banque Cantonale Vaudoise (BCV)

Dans sa Politique de Durabilité 2025, la BCV affirme ne pas financer les “sociétés qui violent les droits humains internationalement reconnus” tels qu’énoncés dans la Charte Internationale des Droits de l’Homme ([BCV, 25](#)).

Banque Cantonale de Zurich (ZKB)

Au titre de sa politique de soutenabilité, la banque cantonale annonce que dans sa “sphère d’influence, [elle] respect[e] et sout[ie]nt les mesures visant à faire respecter les droits de l’homme internationalement applicables tels que définis par les Nations unies, notamment les droits à la vie, à la liberté, à la sécurité, à des conditions de travail équitables, à l’égalité des chances et aux droits des enfants.” ([ZKB, Sustainability Report, 24](#))

Union Bancaire Privée

Selon son “Code de Conduite et de Comportement Ethique” l’UBP “promeut et défend avec vigueur les normes et pratiques en matière de droits de l’homme dans tous ses domaines d’activité – que ce soit à travers les pratiques qu’elle a mises en place en matière de ressources humaines, ou dans la gamme de produits et services qu’elle propose [...]” ([UBP, Code of Conduct, avril 25](#)).

Julius Baer

Le banque affirme “respect[er] et souten[ir] les droits de l’homme conformément aux normes internationalement reconnues, y compris les Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l’homme.” et considérer “la gestion responsable du patrimoine et la citoyenneté responsable” comme ses “pilliers stratégiques.” ([Julius Baer, Code of Ethics and Business Conduct, jan. 26](#)).

Conclusion

Le groupe UBS, la Banque Nationale Suisse, la Banque Cantonale de Zurich, le groupe Pictet, le groupe Lombard Odier, Swiss Re et Zurich Insurance, les banques Julius Baer, Union Bancaire Privée et la Banque Cantonale Vaudoise tirent profit par leurs investissements, et se rendent complices par leur silence et leur passivité, des stratégies des entreprises prestataires “alliées et avantages” de ICE que sont Palantir, AT&T, GEO Group, CoreCivic et CACI International.

À ce titre, ces institutions financières ont leur part de responsabilité dans la prolongation des violations systématiques des droits humains commises par les acteurs du système ICE, ainsi que dans la “mise en chaos” globale auquel ils participent. Leur responsabilité est accentuée par la violation de leurs propres engagements en faveur du respect des droits humains fondamentaux dans leurs activités de placement. À peine sortie du naufrage du Credit Suisse, ces acteurs financiers prennent et nous font prendre un risque considérable.

L’argument des pratiques d’investissement “passifs” que les plus vocaux d’entre eux agitent en réponse aux mises en cause, sert de rideau de fumée. Il découle de la profonde opacité de la gestion d’actifs, tout en masquant plusieurs incohérences et le refus de mettre en oeuvre les recommandations du SECO point de contact de l’OCDE.

La participation de leaders de la finance suisse dans les structures actionnariales de prestataires majeurs de ICE - bras armé du basculement autoritaire et anti-libéral états-unien - montre que la place financière n’a pas tirée les leçons des crises de confiance qui l’ont secouée. Elle s’expose au mieux à de brutaux retournements de tendance, et au pire à devoir payer le prix sans doute exponentiel de sa vassalisation.

L’irrespect d’engagements majeurs et la sous-évaluation des risques apparaissant structurels, le parlement suisse doit adopter une régulation contraignante des institutions financières ; en donnant les moyens à la FINMA de la faire respecter. La BNS doit assurer la transparence de ses investissements, et être conduite au besoin par son conseil de banque à respecter ses propres règles l’empêchant d’investir dans des firmes violant massivement les droits humains fondamentaux.



BREAKFREE
Swisse